

Le traité de libre-échange transatlantique suscite critiques et angoisses

LE MONDE | 06.05.2014 à 11h42 | Par Claire Gatinois

Le Front de gauche en dénonce les négociations « *secrètes* », menées « *dans le dos des peuples* », les Verts agitent le spectre d'une invasion d'OGM ou de poulets chlorés. Tous évoquent la crainte de voir les multinationales américaines traîner nos Etats devant les tribunaux.

Fantasmes, clichés ou réelles menaces ? L'accord de libre-échange (partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, TTIP) que tentent de conclure l'Europe et les Etats-Unis d'ici à 2015 s'est invité dans la campagne pour les élections européennes du 25 mai, sur fond de défiance vis-à-vis de Bruxelles. A Berlin, les craintes montent depuis qu'Angela Merkel a découvert, fin 2013, que son téléphone portable avait été espionné par les services secrets américains. Pour calmer les esprits, le vice-chancelier, Sigmar Gabriel, a convié, lundi 5 mai, à Berlin, Karel De Gucht, le commissaire européen chargé du dossier, pour répondre aux critiques.

Bilan ? Mitigé. A trois mois de la fin de son mandat, M. De Gucht – soupçonné en Belgique de fraude fiscale – se sent démuni. S'il a pu s'expliquer quelques heures outre-Rhin, il peine à se faire entendre ailleurs. « *Comment peut-on se défendre contre des mensonges ?*, interroge-t-il. *On dit beaucoup de choses qui ne sont pas dans le traité. On ne va pas modifier la loi sur les OGM, je l'ai dit dix fois, mais José Bové continue de dire le contraire !* »

Le traité transatlantique aborde des thèmes propices aux attaques en ces temps de crise : on voit la patine ultralibérale de la Commission Barroso, on redoute l'impérialisme américain, on craint l'importation de la malbouffe et on critique le mystère de ces accords.

« *Ce traité est une construction de la mondialisation* », appuie Yannick Jadot, candidat d'EELV dans l'Ouest. « *Le sujet marche très bien en campagne* », reconnaît-il, se défendant « d'agiter les fantasmes ». Du côté du Front de gauche, le traité est une voie royale pour alerter les électeurs sur l'emprise supposée des lobbies et de multinationales potentiellement à même d'attaquer devant la justice une loi qui entraverait leurs affaires. « *Une logique purement productiviste, qui impose la souveraineté des marchés contre les peuples. La fin du principe républicain* », résume Raquel Garrido, candidate en Ile-de-France.

En réalité, les candidats critiquent un objet non identifié. Les négociations, dont l'état d'avancement est décrit sur le site de la Commission, n'aboutiront au mieux qu'en 2015. Ensuite, les Etats et le Parlement auront dix-huit mois pour débattre et t'approuver, ou non, leur contenu.

Pour leurs défenseurs, ce traité est historique : les deux parties représentent près de la moitié de la production mondiale et 40 % des échanges commerciaux. Un accord définissant des normes à respecter, disent-ils, servirait d'étalement pour le reste du monde. Et, pour une fois, Bruxelles parle d'une seule voix.

APPEL À LA PRUDENCE

Aux Etats-Unis, les ONG et associations de consommateurs appellent aussi à la prudence. Mais les peurs sont plus vives en Europe et en France, en particulier. « *Il y a ce sentiment de : “On va se faire croquer”* », observe Elvire Fabry, chercheur à Notre Europe-Institut Jacques-Delors. Symptôme d'un pays qui doute de lui, « *mal à l'aise dans la mondialisation* ». Le tout, poursuit-elle, alors que la Commission, architecte de l'austérité en Europe, est jugée mal placée pour défendre les citoyens.

Face à ces doutes, M. De Gucht refuse le *mea culpa*, mais dit « *comprendre les angoisses* » et enrage du manque de « *responsabilité* » des chefs d'Etat, qui devraient, selon lui, expliquer un projet qu'ils ont avalisé. « *L'Europe est une fois encore un bouc émissaire* », dit-il, « *stupéfait* » que les gens ne se rendent pas compte de l'instrumentalisation politique des dossiers bruxellois.